

GAUCHE(S)

« Désengagement », « abandon », « flottement » : le PCF se fracture sur la cause palestinienne

vendredi 12 avril 2024, par [DEJEAN Mathieu](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2024).

Malgré son soutien historique au droit à l'autodétermination du peuple palestinien, le Parti communiste français n'est pas en première ligne du mouvement contre le risque de génocide à Gaza. Des militants attribuent cet « abandon » à la politique du « pas de côté » de Fabien Roussel. La direction défend, elle, sa constance sur le sujet.

Sommaire

- [À rebours d'une longue traditi](#)
- [Un enjeu de démarcation de LFI](#)

Un malaise grandit au sein du Parti communiste français (PCF), que même l'exigence de cohésion en pleine campagne pour les européennes du 9 juin ne parvient pas à étouffer complètement. « *Les communistes sont disciplinés dans les moments électoraux, mais en réunion la gêne s'exprime* », témoigne le maire communiste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Patrice Leclerc.

Le 8 mars, sa section a voté « à l'unanimité » une déclaration protestant contre le refus répété du parti de signer les appels à manifester du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI). Cette absence « *nuit à notre soutien au peuple palestinien en France* », affirment les communistes gennevillois.

Depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la direction du PCF conditionne sa signature à plusieurs critères, comme le fait que le Hamas soit qualifié d'organisation terroriste et que la solution à deux États soit définie comme seule solution politique au conflit. À défaut, il défile avec ses propres mots d'ordre en queue de manifestation, ce que des militant-es fidèles à la cause vivent comme une ostracisation.

« *On ne peut pas être ambigu, argue Christian Picquet, membre du comité exécutif national du PCF et proche du secrétaire national, Fabien Roussel. Ceux qui le sont cautionnent le Hamas, qui menace le peuple et la nation israélienne. Il faut lutter pour le partage de la souveraineté, or nous avons constaté que nos partenaires ne voulaient plus entendre parler de la revendication des deux États.* »

Fabien Roussel lors de la Marche contre l'antisémitisme à Paris, le 12 novembre 2023. © Photo Xose Bouzas / Hans Lucas via AFP

Alors que l'armée israélienne a tué plus de 33 000 Palestiniennes et Palestiniens en six mois, l'argumentaire surprend les associations qui conduisent le mouvement de solidarité avec Gaza. Anne Tuaille, présidente de l'Association France Palestine solidarité (AFPS), longtemps proche du PCF,

se dit ainsi « a minima interrogative » : « Alors qu'il y a un génocide en cours, le PCF fait de cette seule solution une condition pour signer les appels communs. On a du mal à le comprendre, l'essentiel étant de marquer notre solidarité avec les Palestiniens. » Et cette incompréhension n'est pas isolée.

À rebours d'une longue tradition historique

Pour la première fois depuis l'élection de Fabien Roussel à la tête du parti en 2018, la contestation interne ne provient pas seulement des rangs de [ses habituels opposants](#) favorables à une ligne plus unitaire à gauche. Ainsi Raphaëlle Primet, coprésidente du groupe communiste au conseil de Paris, s'est fendue d'un courriel adressé au secrétaire national fin octobre 2023, comme le rapporte [Orient XXI](#) : des camarades « sont en colère contre [leur] manque de prise d'initiatives, de parole et d'actes forts », s'inquiétait-elle.

Depuis, la colère a pris la forme d'un schisme au sein du PCF. La fracture est apparue au grand jour lorsque Fabien Roussel [a pris ses distances](#) avec Rima Hassan, juriste et militante franco-palestinienne [candidate aux européennes](#) sur la liste de La France insoumise (LFI), le 10 mars sur CNews.

Le lendemain, la députée communiste Elsa Faucillon [se distinguait](#) d'un post sur le réseau social X la montrant aux côtés de Rima Hassan dans une manifestation propalestinienne. « On a très peu de voix palestiniennes visibles dans le débat public et dès qu'il y en a, elles sont largement décriées, voire harcelées, explique l'élue. Accuser l'une d'elles en disant qu'elle ne participe pas à la paix traduit un pas de côté de Fabien Roussel sur un combat qui est pourtant historique du PCF. C'est ce qui m'a heurtée. » Un mois auparavant, plusieurs de ses collègues communistes [avaient signé](#) une tribune pour soutenir Rima Hassan contre les tentatives d'intimidation dont elle faisait l'objet.

« Le choix fait par la direction de participer à l'idée qu'il y a deux gauches sur la question palestinienne a créé de fortes divisions dans le parti : j'en ai fait les frais en étant taxé de "soutien des terroristes" par une camarade », relate Hadrien Bortot, secrétaire de la section du PCF du XIX^e arrondissement de Paris. « Il y a un changement de ligne sur la Palestine, piloté par Christian Picquet, et ce n'est pas accepté par les communistes, quelle que soit leur sensibilité politique », affirme aussi Patrice Leclerc, le maire de Gennevilliers.

Le parti a accompagné et soutenu le développement du mouvement national palestinien, en s'engageant durablement auprès de Yasser Arafat et de l'OLP.

Si aucun parti de gauche n'a été épargné [par les tensions](#) suscitées par le choc du 7 octobre 2023 et par l'anticipation d'un engrenage de la vengeance, le PCF a particulièrement accusé le coup car le sujet touche au cœur de l'identité communiste depuis au moins les années 1970.

Après s'être battu en 1948 pour que la France reconnaisse Israël, le parti a, d'une part, dénoncé de manière cinglante ses visées expansionnistes et les agressions israéliennes depuis la guerre des Six

Jours en 1967 ; et, d'autre part, accompagné et soutenu le développement du mouvement national palestinien, en s'engageant durablement auprès de Yasser Arafat et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP, créée en 1964).

« À partir de la fin des années 1970, le PCF est un élément très actif de la mobilisation propalestinienne, d'autant plus que les tendances d'extrême gauche commencent à disparaître. On est dans un climat où les divergences politiques s'effacent, et la base pour la plateforme de solidarité, c'est les deux États », explique le journaliste d'Orient XXI Alain Gresh, responsable du Moyen-Orient et du Maghreb dans la section politique extérieure du PCF entre 1978 et 1983.

Depuis, l'action du parti s'est traduite par son investissement dans des structures comme l'Association pour le jumelage entre les camps palestiniens et les villes françaises (AJPF) ou le CNPJDPI, des déplacements dans les territoires palestiniens et en Israël (notamment [pour soutenir](#) des détenus comme Marwan Barghouti ou Salah Hamouri), ou encore l'interpellation des autorités françaises et européennes par ses parlementaires.

En 2023, le député communiste Jean-Paul Lecoq s'inscrivait dans cette tradition en [défendant une résolution](#) dénonçant « l'institutionnalisation » par Israël d'un « régime d'apartheid ». Le suivi du journal *L'Humanité* - dirigé par le sénateur communiste Fabien Gay - sur les massacres à Gaza témoigne aussi d'une continuité avec cet engagement.

Un enjeu de démarcation de LFI

Mais tous les communistes ne sont pas alignés sur la description de la réalité vécue par le peuple palestinien. Christian Picquet, qui a pourtant coordonné pendant plusieurs années le CNPJDPI, avait ainsi [critiqué vivement](#) le texte proposé par Jean-Paul Lecoq. Depuis le 7 octobre, ce clivage est réapparu au premier plan.

Sur son blog - qui reflète la ligne de la direction du parti -, l'ancienne figure du courant minoritaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - qu'il quitta pour participer à la création du Front de gauche en 2009, avant de rejoindre le PCF en 2015 - a condamné dans différents textes ([ici et là](#)) le « pogrom à l'intention génocidaire déclenché le 7 octobre » et les « pulsions génocidaires » du Hamas, sans qualifier avec des termes semblables l'hécatombe dont les Palestiniens sont depuis victimes.

De même, alors que les Insoumis dénoncent régulièrement l'attitude de « soutien inconditionnel » à Israël de la majorité (en référence [au discours](#) de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet), Christian Picquet fustige celles et ceux qui, à gauche, « sous prétexte de soutien inconditionnel aux Palestiniens sous les bombes, se refusent à distinguer la lutte nationale de ce peuple d'un terrorisme qui lui obstrue toute chance de paix et d'émancipation ». Dans son collimateur notamment, la députée LFI Danièle Obono qui, poussée par le journaliste Jean-Jacques Bourdin le 17 octobre, [avait fini par affirmer](#) que le Hamas était « un mouvement de résistance qui se définit comme tel ».

« Je pense que ce n'est pas nous qui avons changé, mais les autres forces de gauche engagées dans le mouvement de solidarité, et radicalement », défend ainsi Christian Picquet, interrogé par Mediapart. « Par leur refus de qualifier le Hamas de terroriste, les Insoumis affaiblissent la voix des Palestiniens en France », abonde Léon Deffontaines, tête de liste communiste aux européennes, qui accuse LFI de « chercher des parts de marché électorales dans des réseaux communautaires ».

Dans un contexte de [criminalisation incessante](#) du mouvement de solidarité avec la Palestine, dont le

levier principal est l'amalgame avec le Hamas, la position du PCF est cependant jugée comme un « abandon » selon le maire de Gennevilliers, Patrice Leclerc. « *L'apparent désengagement du PCF se note d'autant plus qu'il y a un très grand investissement de LFI, la comparaison saute aux yeux* », remarque la présidente de l'AFPS Anne Tuillon. « *De manière générale, le PCF est très mobilisé, mais ce flottement au sommet fait que nationalement il apparaît comme ayant perdu sa boussole* », abonde Alain Gresh.

La colère des communistes s'oriente donc vers Fabien Roussel qui, à force de chercher à se démarquer de LFI, a semblé en oublier pendant un temps ses fondamentaux sur la question palestinienne. Signe de la crise interne que traverse le PCF, Jean-Claude Lefort, beau-père de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri (qui a récemment [porté plainte](#) pour « tortures » lors de son incarcération en Israël), a annoncé [qu'il quittait le PCF](#) après soixante ans de militantisme, dont vingt ans comme député du Val-de-Marne.

« *Je pense qu'on a voulu coller au discours médiatique et que six mois après, on essaye de changer de cap tout en ayant cassé le rassemblement nécessaire* », estime Hadrien Bortot, qui remarque une inflexion du discours de Fabien Roussel depuis son déplacement à Jérusalem et à Ramallah il y a un mois. « *On ne peut pas marquer un mouvement de recul dans une période où il faut avancer sur le cessez-le-feu et sur l'analyse d'un projet colonisateur qui mène une guerre génocidaire : ces mots ont une grande importance, car la qualification des faits, c'est aussi ensuite celle des responsabilités* », pointe la députée Elsa Faucillon.

Pour ces militant·es communistes engagé·es dans la cause palestinienne, ce sont les mots de l'ancienne secrétaire nationale du PCF Marie-George Buffet qui résonnent. Celle-ci avait prévenu, en 2005, dans son hommage à l'ex-ambassadrice de la Palestine en France [Leïla Shahid](#) : « *Il faut savoir "ramer à contre-courant" lorsque c'est nécessaire, faire face aux vents médiatiques et politiques qui sont souvent loin d'être favorables.* »

Mathieu Dejean

P.-S.

• Mediapart, 11 avril 2024 à 13h23 :
<https://www.mediapart.fr/journal/politique/110424/desengagement-abandon-flottement-le-pcf-se-fracture-sur-la-cause-palestinienne>

Les articles de Mathieu Dejean sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/mathieu-dejean-0>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>